

La conférence sur le Proche-Orient : chronique d'un fiasco annoncé¹

Une conférence internationale sur le Proche-Orient doit se tenir le 15 novembre à Annapolis, près de Washington. Mais les obstacles sont multiples, liés au conflit israélo-palestinien, voire aux tensions internes qui commencent à diviser l'administration américaine. Cette réunion aura-t-elle lieu ?

George Bush tient beaucoup à la conférence internationale qu'il a convoquée pour la mi-novembre sur la question proche orientale. Il a qualifié cette rencontre de « *réunion pour la paix* » entre Israéliens et Palestiniens. Mais force est de se demander s'il n'y a pas chez cet homme habitué à tricher avec la réalité un dangereux abus de langage. Au fur et à mesure que l'on s'en rapproche, cette conférence « historique » ressemble de plus en plus à un leurre. voire à un traquenard destiné à piéger une fois de plus un peuple palestinien plongé dans la désespérance.

Certes, le président américain a de la suite dans les idées. En juin 2002, alors que la Maison Blanche préparait déjà sa guerre au Moyen-Orient et avait besoin de la compréhension des capitales arabes, il disait, dans un discours, son souhait de voir naître un Etat palestinien, vivant « *dans la paix et la sécurité* » aux côtés d'Israël. En septembre dernier, il remettait le couvert : « *Je soutiens formellement la création d'un Etat palestinien et je crois que la vision de deux Etats vivant côte à côte et en paix peut être réalisée.* »

Mais quel crédit accorder à ces propos ? A cet homme qui n'a jamais avancé aucune raison concrète d'y croire ? Qui n'a cessé de pratiquer sans mesure la politique du « deux poids, deux mesures » au détriment des Palestiniens ? Qui, très éloquent, a dit et répété que les colonies juives dans les territoires occupés étaient un fait acquis et que revendiquer un retrait total d'Israël dans les frontières d'avant 1967 est désormais hors de question ? Le 14 avril 2004, il a ainsi dicté, dans une lettre à Sharon, la doctrine américaine : les frontières définitives des deux Etats devraient être basées sur les « nouvelles réalités du terrain comme l'existence de centres de population israéliens importants. » Le président a, dans la foulée, nié le droit au retour des réfugiés palestiniens et refusé le principe d'une force internationale sous contrôle de l'ONU pour sécuriser la Palestine. Bush donnait son feu vert à Israël pour continuer à contrôler l'espace aérien et les eaux territoriales palestiniennes, et certains corridors terrestres dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, « *en l'attente d'accords ou d'autres arrangements.* » Mais il restait silencieux sur l'épineuse question de Jérusalem. Les dirigeants israéliens ne s'y sont pas trompés. Il y avait là un développement politique important de la part de l'allié états-unien. « *Pendant l'ère de Clinton, la signature d'un traité de paix était censée garantir la sécurité des Israéliens. Sous Bush, la sécurité doit intervenir d'abord, comme préalable à la paix* » notaient les commentateurs. Telle est aussi la logique qui prévaut à Tel-Aviv. Celle qui permet de refuser toute véritable négociation en enoyant les prémices dans une approche strictement sécuritaire. Et qui, permet surtout à Israël de jouer du fait accompli. Une constante.

Quelle « feuille de route » ?

Rappelons--nous l'histoire de la fameuse « feuille de route ». Ce projet, voulu par Washington en 2002 et endossé par un « quartet » formé par les Etats-Unis, l'Union européenne, les Nations Unies et la Fédération de Russie en avril 2003, visait un « *règlement global et définitif* » en trois phases. En résumé, d'abord un arrêt des violences des deux côtés, la reconnaissance par Israël du principe de deux Etats et le gel de la colonisation. Ensuite, l'instauration d'un Etat palestinien aux frontières provisoires. Enfin, des négociations sur un statut définitif des territoires et un règlement du problème des frontières, de

¹ Analyse parue dans le N° 338 du *Journal du mardi*, 9 novembre 2007.

Jérusalem, des réfugiés et des colonies. Ce processus devait se conclure à la fin de 2005. Mais rien ne s'est passé.

Pourquoi ? Sans doute parce que, comme l'a rappelé Shlomo Sand, professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv, « depuis quatre décennies, tous les gouvernements d'Israël, de droite comme de gauche, n'ont cessé d'autoriser ou d'encourager le processus de colonisation qui ronge, année après année, de nouveaux morceaux du territoire palestinien (...) L'Etat d'Israël n'a jamais reconnu une Palestine dans les frontières de 1967, pas plus qu'il n'a reconnu Al Qods (la partie arabe de Jérusalem) comme capitale de l'Etat palestinien (alors que) le mouvement national palestinien a majoritairement fini par adopter le partage de Palestine (...et) le monde occidental se tait. »

Les dirigeants israéliens ont, depuis, accéléré la construction de la « barrière de séparation » -ce « mur de l'apartheid», comme l'appellent les Palestiniens- qui aboutira à transformer la Cisjordanie en bantoustans sans continuité territoriale. Dans un avis rendu en juillet 2004, la Cour internationale de justice avait pourtant jugé illégale la construction de cette barrière et exigé son démantèlement...

« Photo de famille »

Depuis, l'armée israélienne s'est retirée de Gaza. Mais M. Sharon n'avait pas caché qu'il entendait bien ainsi échapper pour un temps aux pressions internationales et mieux reprendre la colonisation en Cisjordanie. Même si la communauté internationale a voulu y voir un premier pas vers la sortie des territoires. Avec une curieuse cécité. Un des initiateurs du désengagement, Dov Weisglass déclarait à l'époque : « la signification du plan est le gel du processus de paix. Il permet d'éviter toute discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem.» Dans le quotidien israélien *Yediot Aharonot* du 3 décembre 2005, le commentateur militaire Alex Fishman évoquait la politique de « *containment* » des Palestiniens dans des « *closed boxes* » : « *il y aura deux blocs de terre aux mains des Palestiniens et vides de Palestiniens : Gaza et la Samarie (une partie de la Cisjordanie selon la terminologie israélienne) Israël aura autorité à exercer une étroite surveillance puisque ces boîtes territoriales seront fermées de toutes parts, avec un contrôle des points de passage et des contrôles tatillons sur le trafic commercial. La liberté de mouvement des troupes restera entière.* »

C'était clair, c'était carré. Depuis lors, le président palestinien, Mahmoud Abbas n'a eu de cesse d'appeler, comme Arafat avant lui, à l'organisation d'une conférence internationale pour un règlement global du conflit israélo-palestinien. Pour une raison aussi simple qu'évidente : « *Pour trouver une solution au conflit, les parties ne doivent pas être laissées seules en raison du déséquilibre qui existe entre occupants et occupés.* » « *La communauté internationale doit agir rapidement car les mesures unilatérales conduiront une annexion de facto par Israël de 58% de la superficie de la Cisjordanie.* »

Mais Israël n'a jamais été favorable à une telle conférence. S'il doit aujourd'hui l'envisager, c'est que, le conflit israélo-palestinien étant une dangereuse source de tensions dans une région qui part en quenouilles, l'administration Bush a besoin de donner le change. Mais, comme l'a constaté *Le Monde*, Ehoud Olmert a tout fait « *pour en minimiser l'importance, les autorités israéliennes précisant qu'il ne s'agissait pas d'une conférence de la paix mais seulement d'un point de départ pour fixer le cadre de négociations bilatérales entre Israël et les Palestiniens. ... L'occasion de faire une belle photo de famille et de montrer de la bonne volonté sans entrer dans le vif du sujet.* »².

La paix dans trente ans ?

Alors, une conférence pour quoi faire ? A ce jour, les rencontres entre M. Olmert et M. Abbas n'ont rien donné de tangible. Le travailliste Ehoud Barak, ministre de la Défense, a exclu un retrait de Tsahal de

² « L'Etat palestinien improbable », *Le Monde* du 17 octobre 2007.

Cisjordanie avant cinq ans. Le temps d'achever le mur et de laisser croître les colonies. Ehud Olmert a estimé le 23 septembre qu'il ne fallait pas espérer d'accord final « *avant 20 ou 30 ans.* » Autant dire jamais, dans l'ordre actuel des choses. Echaudés par l'échec des accords d'Oslo et l'enterrement de la feuille de route, les Palestiniens veulent un accord-cadre avec un calendrier pour des négociations sur un statut final. Les Israéliens refusent. M. Olmert souhaite d'ailleurs intégrer dans une éventuelle déclaration commune deux documents : la lettre envoyée par George W. Bush à Ariel Sharon le 14 avril 2004 et la « feuille de route ». La lettre, on l'a vu, n'est rien moins qu'une invite américaine à ne pas tenir compte des frontières de 1967. La seconde force les Palestiniens à mettre fin au « terrorisme » et à réformer les institutions de l'Autorité alors que les Israéliens doivent seulement démanteler les avant-postes illégaux (et non pas les colonies). Un véritable piège pour - Mahmoud Abbas. Devant ces difficultés, on parle maintenant d'un report de la conférence internationale dans laquelle Mahmoud Abbas n'a apparemment pas grand chose à gagner. Mais risque, au contraire, de perdre un peu plus de sa crédibilité déjà chancelante au sein d'un mouvement national palestinien divisé.

Divisions américaines

Alors ? L'objet même de la rencontre reste pour le moins brumeux. On ne sait pas qui y participerait. La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, tout en évoquant un report, a assuré que les « *questions essentielles* » seraient abordées : « *Imaginer que le président des Etats-Unis convoque une réunion internationale pour une simple séance de photo est absurde.* » De son côté, le Fatah fait pression sur Abbas pour que celui-ci ne se rende pas aux Etats-Unis si la rencontre ne met pas les Palestiniens sur la voie de l'indépendance. Les capitales arabes ont affirmé que, dans le cas contraire, il leur serait difficile, notamment l'Arabie saoudite, de participer à la conférence. Mais Ehud Olmert a clairement fait savoir que celle-ci « *n'est pas un événement en soi ou même un événement susceptible de déboucher sur un accord ou une percée historique.* ».

Outre-Atlantique, des divisions sont apparues dans l'administration Bush, entre le département d'Etat de Mme Rice, soucieuse de donner des gages aux Arabes et énervée par les provocations israéliennes, et le clan ultra du vice-président Dick Cheney pour qui la priorité est une attaque armée contre l'Iran.

Et pendant que la communauté internationale regarde obstinément ses pieds, le rapporteur spécial de l'ONU, John Dugard, affirmé que l'ONU « *se fait du tort* » en restant dans le « Quartet » aux côtés des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Russie. En juin dernier, déjà, l'ancien représentant spécial de l'ONU au Proche-Orient, Alvaro De Soto, avait estimé que l'organisation avait échoué dans la région en s'y soumettant aux intérêts des Etats-Unis et d'Israël.

Témoignage : Gaza sous le règne du Hamas³

« L'attitude actuelle du gouvernement d'urgence de Mahmoud Abbas ainsi que la campagne de dénigrement menée contre le Hamas par la communauté internationale ne favorisent ni la lucidité ni l'analyse sereine. » Après un séjour à Gaza, Marianne Blume⁴ livre quelques mises au point sur la situation actuelle dans un territoire fermé au reste du monde depuis le coup de force du Hamas. Un témoignage fort utile dont le JDM publie ici de larges extraits⁵.

Gaza, juillet 2007 : ce que l'on voit

Ce qui frappe de prime abord, c'est le calme qui règne. Alors qu'en avril 2007, la sécurité n'était absolument pas assurée, on peut maintenant se promener en toute sécurité. La circulation est réglée par de jeunes volontaires vêtus de gilets jaunes fluo, recrutés par le Hamas. Les policiers de l'Autorité palestinienne, en effet, restent chez eux depuis que le gouvernement de Mahmoud Abbas les a enjoint de ne pas travailler s'ils voulaient recevoir leur salaire. Il faut bien dire que ces nouvelles recrues sont d'une redoutable efficacité : les embouteillages sont rares, les voitures ne s'arrêtent plus n'importe où et les automobilistes semblent moins négliger le code de la route.

Par ailleurs, on ne voit pas d'hommes en armes dans les lieux publics. La « Force exécutive » du Hamas y est étrangement invisible. La nuit, parfois, on entend des tirs mais rien de comparable aux nuits d'avril. Le Hamas a interdit les tirs en l'air lors des mariages. Il a fait aussi la récolte des armes. Souvent sans ménagement, il est vrai. Quand on se promène, les passants veillent à ce que l'étranger ne soit pas importuné (...) Quant à la plage, elle grouille de monde. On y passe des heures en famille ou entre amis. Rien n'a changé. Des femmes en robe longue et foulard barbotent dans l'eau, les gosses courent et pataugent, les hommes nagent ou fument. Certains pique-niquent. D'autres discutent. Le tableau habituel des étés à Gaza. Les cafés chics ou moins chics sont toujours là. A l'exception des « *chalaïat* » (les chalets), emblèmes de l'Autorité palestinienne qui ont été entièrement détruits par les hommes du Hamas (...)

Le soir, dans les établissements le long de la mer, ceux qui ont de l'argent viennent passer le temps dans l'air devenu plus respirable. Les mêmes femmes « en cheveux » sont là, arborant leurs airs de bourgeoises. A côté d'elles, d'autres femmes sont habillées de manière plus stricte. Ce n'est pas ici que l'on voit l'influence du Hamas.

Une chose frappe cependant, le nombre d'hommes barbus a augmenté et, au Matoug, restaurant populaire de Gaza, les clients manifestement très religieux sont plus nombreux qu'avant. Comme si, depuis la prise de pouvoir par le Hamas, ils investissaient les lieux. Le patron n'a portant pas enlevé le grand portrait d'Arafat qui pend au-dessus de la caisse (...)

Je ne vois plus de mendiants. Mais les visages des gens et les fouilleurs de poubelles en disent long sur la pauvreté qui règne. Certains anciens étudiants n'ont pu venir me voir par manque d'argent pour payer le taxi. Il est vrai qu'à Gaza, on n'affiche pas la pauvreté, on la cache. Une amie qui distribue à des familles dans le besoin l'argent qu'envoie une association de femmes belges d'origine immigrée peut

³ Paru dans le N° 338 du *Journal du mardi*, 9 novembre 2007.

⁴ Marianne Blume a enseigné le français pendant 10 ans et jusqu'en 2005 à l'Université El Azhar à Gaza. Elle s'est à nouveau rendu dans la bande de Gaza l'été dernier.

⁵ On peut lire la totalité de cet article dans un numéro double de la revue trimestrielle « Contradictions » consacré à la question palestinienne et sorti le 26 octobre. Le numéro est mis en vente au prix de 25 €, Verser la somme au compte 001 – 0710071 – 10 de Contradictions avec la mention : souscription 119 – 120 et en indiquant son adresse

témoigner du dénuement ambiant. Un jour qu'elle devait donner 100 dollars à des gens de Beit Hanoun, elle a rencontré sur le chemin un homme d'une quarantaine d'années qui pleurait. Il lui a expliqué qu'il avait neuf enfants et qu'il ne savait pas ce qu'il leur donnerait à manger au soir. Elle lui a donné les 100 dollars destinés à d'autres moins nécessiteux. Elle en a les larmes aux yeux. Il y a aussi cet homme qui recevant l'argent lui a dit avec un sourire : « *Tu sais, ça fait deux ans que ma femme rêve d'aller à la plage avec les enfants et d'y manger comme les autres des chips, des biscuits. Je vais lui offrir ça. Merci.* » Et puis il y a sa collègue, enseignante et veuve, sans salaire depuis le blocus, qui chaque jour se débat dans des affres d'angoisse à l'idée du repas du soir pour ses cinq enfants. Et encore cette autre femme qui, hébétée, prend l'argent sans rien dire et s'en va comme un zombie. Et tant d'autres que j'ai vus par ses yeux (...)

Ce que l'on dit du Hamas

Les luttes fratricides et les morts lors de l'investissement par le Hamas des institutions sécuritaires de l'Autorité palestinienne pèsent lourd. Très lourd. La division consommée des Territoires palestiniens aussi. De l'intérieur, les gens sont comme fêlés. Il est vrai que la plupart de mes étudiants et amis sont membres du Fatah ou des partis de gauche. Ils sont comme frappés de stupeur. Les discussions et les récits sont tous emprunts de tristesse, de découragement, d'impuissance et parfois de colère. L'espoir semble s'être envolé. Et ce changement fondamental me laisse un goût amer.

Les amis du théâtre, les artistes et intellectuels ont peur. Peur que la liberté d'expression soit à court terme bafouée. Ils parlent de la fermeture des radios (liées au Fatah), « *Sout al hourriya* » et « *radio Chabab* », de la fermeture de la TV palestinienne. A part cela, rien de tangible. Ils attendent de voir et ne font plus de projets. Ils sont sûrs que, vu l'incapacité dans laquelle est mis le Hamas de résoudre la situation, celui-ci va agir sur la société, au niveau des mœurs et de la religion. Ils sont dans une expectative débilatante. Qui ne les empêche pas pour autant de rire et de chanter (...)

Deux de mes anciens étudiants ont fait le choix de travailler dans les nouvelles instances, l'un dans la « Force exécutive » et l'autre au bureau de Haniyeh (Le Premier ministre, leader du Hamas, destitué par M. Abbas.Ndlr). Pour eux, la gestion du Hamas est bénéfique : ils pensent qu'il était temps de remettre de l'ordre et que, malgré certaines bavures, le Hamas se comporte de manière responsable. D'un autre côté, les filles unanimes - mais avec des réserves - saluent la sécurité revenue : elles peuvent aller travailler ou se promener sans crainte. Il n'empêche que celle qui travaille à l'agence de presse Wafa craint que la branche de Gaza ne soit fermée, vu la difficulté à couvrir les événements. Une autre qui travaille au PARC (ONG agricole) se dit ravie de son travail mais pense que la situation va empirer. Comme dit un de mes amis : « *La sécurité, c'est bien. Mais où est le pain ?* » Une amie enseignante déprime. Notamment parce que, conséquence de tous les clashes, les écoles ont été souvent fermées mais qu'il a fallu terminer le programme au forceps. Elle travaille à Shijaiya, un quartier populaire, avec des gosses de milieu pauvre, à raison d'un minimum de 45 élèves par classe. « *C'est insensé ! Comment tu veux que les gosses assimilent quelque chose ? Surtout s'ils n'ont pas mangé. Comment va-t-on faire l'année prochaine ? On se fout de nous.* » A la question de savoir, si elle a reçu son salaire, elle répond que non. Pourquoi ? Mystère. A moins que ce ne soit parce qu'elle a été engagée après 2005. Et l'on sait que le gouvernement de Mahmoud Abbas ne veut pas payer ceux qui sont entrés dans le service public avec l'arrivée du Hamas. Les étudiantes disent toutes attendre quelque chose de grave. Quoi ? Elles ne savent pas mais il leur paraît que la situation va empirer.

Les amis fonctionnaires sont démobilisés, pris entre l'injonction de Mahmoud Abbas de ne pas travailler sous peine de ne pas être payés et celle du Hamas de travailler sous peine d'être renvoyés. Ils se morfondent et certains se plaignent que leur ministère a été mis à sac. Ils ont oublié que le Fatah, au lendemain des élections, était parti avec tous les dossiers importants. Ceux qui sont policiers de ne plaignent pas de leur congé forcé. Beaucoup d'entre eux, d'ailleurs, étaient déjà restés à la maison au moment des affrontements avec le Hamas (...)

Quant aux responsables des ONG, ils mettent l'accent sur les pénuries et la difficulté de faire correctement leur travail. Comme il y a embargo, les médicaments ne sont pas fournis au ministère de la Santé qui renvoie les gens vers les ONG, comme PMRS (...)

Au niveau de la justice, vu la disparition des juges (partis ou en chômage forcé pour la même raison que tous les fonctionnaires), le Hamas a mis en place un « conseil des mokhtars » : parmi tous les mokhtars, certains ont été choisis (comment ?) pour résoudre les inévitables conflits entre familles. Et l'on voit ces vénérables vieillards parcourir la bande de Gaza en taxi pour régler les différends. Par ailleurs, des tribunaux ont été mis en place pour juger ceux de la « Force exécutive » qui ont commis des exactions : le quidam n'y croit pas mais le nouveau pouvoir reconnaît au moins les abus.

Plus d'une personne m'a assuré que la religion, pour le Hamas, n'était qu'un moyen d'attirer les gens, de les convaincre. C'est ainsi, disent-ils, qu'ils ont tant de femmes dans leurs rangs et tant de pauvres.

En général, les gens se plaignent (mais) critiquaient le Fatah pour les mêmes raisons. Et là est un des points nodaux des critiques. Le Hamas ne fait pas mieux que le Fatah au pouvoir. Il se comporte de la même manière. Ce qui les intéresse, c'est le pouvoir et non pas le bien du peuple. Tout le monde s'en va le répétant : « *La cause palestinienne est morte. On ne parle même plus de l'occupation et les martyrs de l'occupation passent inaperçus au profit de la lutte Fatah/Hamas.* » (...)

Reste le plus pénible. La « Force exécutive » est accusée d'arrestations politiques, de maltraitance des prisonniers voire de tortures. Un ancien étudiant, kinésithérapeute, me raconte qu'il traite beaucoup de patients blessés aux genoux par les tirs des membres de la « Force exécutive ». En manière de punition ou de représailles. La plupart de ces blessés ne récupéreront jamais leur jambe. Certains ont dû être amputés. Ces faits avérés⁶ ne sont pas admissibles mais on a oublié les arrestations de 1996 quand Arafat, pour complaire à la communauté internationale, faisait arrêter massivement les membres du Hamas. On a même oublié les arrestations des personnes « critiques » affiliées au Fatah. Passés à la trappe aussi le traitement infligé aux prisonniers appartenant au Hamas par la Force préventive ou les autres systèmes de sécurité. Oubliées aussi les tueries dues aux membres du Fatah pendant cette même période.

A plusieurs reprises, j'ai entendu dire que le pouvoir avait fait du Fatah des corrompus et du Hamas des tueurs. Il faut croire que les 150 morts des événements de juin pèsent lourd. Très lourd.

En bref, le Hamas n'a pas gagné en sympathie auprès des électeurs. Même si on admet communément qu'on ne lui a laissé aucune chance de faire ses preuves, l'opinion publique pense que, finalement, comme le Fatah, le Hamas lutte pour le pouvoir.

Ce que l'on dit du Fatah

Dans les circonstances présentes, le Fatah ne se porte pas mieux. La désertion des cadres du Fatah (Dahlan, Abu Shbak et autres officiers), la décision de Mahmoud Abbas de désigner un gouvernement d'urgence et de négliger le parlement appelle de dures critiques. Un ancien étudiant n'a pas hésité : « *Abou Mazen (Mahmoud Abbas), c'est Pétain !* » Beaucoup le traitent de Karzaï et l'on va jusqu'à ajouter qu'en finale, il ne gouvernera que Ramallah. Les ONG des droits de l'homme dénoncent l'illégalité de certaines mesures prises par Abu Mazen. Néanmoins, on trouve aussi des interlocuteurs pour le défendre en demandant s'il avait le choix. A quoi d'autres répondent qu'il est le « chien » des Américains et des Israéliens (...)

⁶ Voir les rapports du PCHR de Raji Sourani.

L'homme de la rue ne sait plus à quel saint se vouer et il s'interroge en tout cas sur la liberté d'action de Mahmoud Abbas. On s'inquiète de son intransigeance vis-à-vis d'un dialogue avec le Hamas. « *Ils (c'est-à-dire les politiciens) jouent. Nous, on paie.* » La division de la Palestine angoisse et le sentiment d'abandon est total. Certains pensent bien sûr que la faute revient au Hamas mais la nécessité d'un dialogue s'impose (...)

La consternation et la colère sont à leur comble quand on me fait le récit des événements du 14 juin. Les gens sont persuadés que, derrière tout cela, il y a un plan prémédité. Sans quoi, comment comprendre la fuite des responsables -souvent avec leur famille- avant les événements ? Comment comprendre que la Force 17, les hommes de la Sécurité Préventive aient été vaincus, eux que les Américains avaient entraînés et armés ? Pourquoi des officiers ont-ils été laissés sans ordre aucun ? Sans munitions aussi. Un récit poignant m'a été fait par une amie. Coincé dans sa caserne, attaquée par les forces du Hamas, Monzer, membre de la Sécurité préventive, résistait avec ses compagnons d'armes. Elevé en Algérie, d'un père militant du Fatah aux côtés d'Arafat, il croit en sa mission et fait son devoir. Au plus fort de la bataille, il reçoit de son officier supérieur un appel téléphonique : « *Ne vous en faites pas, on est là. On va venir en appui.* » Il continue à se battre donc. Lors de l'assaut final, il est tué avec d'autres. On apprendra plus tard que l'officier en question appelait de l'Egypte où il s'était déjà réfugié... Dans la caserne ne restaient que ceux qui n'avaient pas déserté.

Unanimement, que ce soit les partisans du Fatah ou du Hamas, on accuse Dahlan (l'ancien homme fort du Fatah à Gaza, chef de la Sécurité préventive, NDLR) et sa clique. Dahlan n'a jamais été beaucoup apprécié à Gaza. Ses flirts avec les Américains et les Israéliens, son arrogance et l'étalage d'une richesse subitement acquise l'ont toujours désigné auprès de la population comme un « pourri », si pas un collaborateur. Au sein du Fatah de Gaza, il s'opposait au clan Hellis que les gens n'appréciaient pas beaucoup plus. Les rues de Gaza se souviennent de leurs bagarres bien avant 2005. Aujourd'hui, certains remettent sur la table les exactions du « *Farikat al mout* », escadron de la mort créé par Dahlan et dirigé par Nabil Tamuz (...) Lors de la prise de possession des bâtiments de la police et des divers systèmes de sécurité, des documents ont été saisis. Le public n'en connaît pas la teneur mais les rumeurs sur les preuves de corruption et de collaboration des hautes instances de l'Autorité palestinienne (en fait, du Fatah) vont bon train chez les proches du Hamas. Et chez d'autres aussi. Un responsable d'ONG, tout à fait fiable et qu'on ne peut soupçonner de sympathie pro-Hamas, m'a dit avoir vu certains de ces documents et avoir eu la preuve d'exactions incroyables dont il ne pouvait me révéler la teneur. Il m'a parlé de trafics de toutes sortes, y compris de femmes. D'après lui, ces papiers compromettraient des gens très haut placés.

En un mot comme en cent, le Fatah n'a rien gagné à Gaza de la nouvelle situation. Et les responsables du Fatah semblent n'avoir toujours pas compris leurs erreurs. On le voit dans leur manière de gérer la crise en Cisjordanie où notamment la Sécurité préventive pourchasse les proches du Hamas (...)

Conclusion en forme de réflexion

Tout se passe comme si le travail en commun était impossible. « *Ce sont eux ou nous.* » Le compromis semble dès lors impossible. Au travers de mes nombreuses rencontres, la haine qui animait certains fataouis et certains hamsaouis était éclatante. Il en découle forcément une incapacité à entendre l'autre et une extraordinaire facilité à lui faire endosser tout ce qui va mal. Ainsi, dernièrement, « *Le gouvernement du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, formé en Cisjordanie après la prise de contrôle de Gaza par le Hamas, a accusé le Mouvement de la résistance islamique d'avoir provoqué ces coupures de courant. Il a affirmé que l'organisation utilisait les revenus de la compagnie Dor Alon pour ses activités.* » En fait, cette pénurie est due à un retard de paiement voulu de la Communauté européenne et à la fermeture du passage de Nahal Oz par les Israéliens. Beaucoup de Gazaouis continuent néanmoins à accuser le Hamas.

Du côté du Fatah, on traite communément les gens du Hamas de « tueurs », d'« assassins », de « putschistes » voire –c'est un comble- de « terroristes », pour ne citer que les appellations les plus courantes.

Avec une certaine perversité, les représentants du Fatah, quand ils s'adressent aux étrangers, n'hésitent pas à reprendre les thèmes favoris des occidentaux : les femmes, la religion, le terrorisme etc. Abou Mazen utilise des expressions très similaires à celles de Bush pour désigner le Hamas : « *les forces des ténèbres* » et « *l'émirat des ténèbres* ». Pour l'associer encore plus à l'« *empire du mal* », le Hamas est constamment désigné comme l'allié de l'Iran, nouvelle cible de la lutte anti-terroriste (...)

Parler du Fatah en général, c'est toutefois risquer de manquer de nuances. Sans doute, l'entourage de Mahmoud Abbas, soutenu par les USA et l'Europe, monopolise la représentation du Fatah et la voix des autres membres du Fatah est complètement occultée. Néanmoins, l'interview récente de l'ancien ministre de l'intérieur, Hani Al-Hassan, montre les dissensions internes. Celui-ci a qualifié le groupe de Dahlan de « groupe de Dayton », a accusé Dahlan de vouloir l'assassiner et surtout a expliqué que « *la récente épreuve de force à Gaza n'était pas une confrontation entre le Fatah et le Hamas mais entre le Hamas et la faction de Dahlan* ». Hani al-Hassan a en outre déclaré que le Hamas avait fait ce qu'il devait faire pour protéger l'ensemble de la cause nationale. Par ailleurs, les chefs de diverses branches des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa ont rejeté un décret d'Abbas dissolvant leurs milices et demandant la remise de leurs armes à l'Autorité Palestinienne. C'est dire que l'exclusion du Hamas n'est pas partagée par tout le monde au Fatah et que la direction actuelle ne représente pas l'ensemble de ce mouvement.

Quant aux représentants du Hamas, ils ne sont pas en reste. Ils attaquent avec virulence la corruption de l'Autorité palestinienne et du Fatah, ils accusent le gouvernement d'urgence et une partie du Fatah de collaboration avec Israël et les Américains : les termes de « *putschistes* », « *traîtres* », « *ennemis du peuple* » etc. sont récurrents. Mais il y a une nette volonté de ne pas mettre tout le monde dans le même sac. Sont plus particulièrement visés les membres du Fatah de type Dahlan, traité de « *collaborateur, de traître et d'apostat* », après la tentative d'assassinat du Premier ministre, Haniyeh (...)

Certains, comme Moustapha Bargouthi (Fatah), prônent le dialogue entre Hamas et Fatah et ont été les médiateurs de différents accords, vite dénoncés. Un ami, fataoui mais néanmoins critique, dit de lui : « *Il est comme un homme qui ouvrirait en plein désert un atelier de réparation de pneus.* »

Les gens, enfermés dans les exclusions réciproques, fatigués des luttes fratricides et déçus par les partis, préfèrent pour la plupart s'abstraire du jeu politique plutôt que de miser sur une troisième voie. Ils connaissent la responsabilité de la communauté internationale dans leur misère, ils n'oublient pas l'occupation qui, de toute façon, se rappelle à eux tous les jours mais, pour l'instant, ils ne voient que le désastre quotidien et critiquent les dirigeants qu'ils ont, quels qu'ils soient.

Suite du témoignage : Gaza, l'irrésistible ascension de la misère

Pour un visiteur ordinaire, la pauvreté se voit peu à Gaza. Et pourtant, elle existe. Mais on ne l'étale pas ou le moins possible. Et les jeunes gens sortent de leur pauvre maison chemise blanche ou T-shirt impeccablement repassé. Quant aux jeunes filles, la *jalabyia* leur permet de s'habiller sans trop de frais. Depuis le gouvernement du Hamas, les rares mendiants ont disparu des rues. Les nuées de petits gamins qui vendaient biscuits, mouchoirs en papier, chewing-gum et autres babioles aux automobilistes ne sont plus là non plus. Mauvaise image pour le gouvernement.

Mais les chiffres sont là. Le blocus imposé à la Bande de Gaza a aggravé la pauvreté qui sévissait déjà. Vu la pénurie de vivres, le prix des produits de base (huile de cuisson, farine, sucre, lait) a augmenté de 30% et plus. En juillet, la Commissaire générale de l'UNRWA, Karen Abou Zayd, a d'ailleurs appelé à une aide financière d'urgence (30 millions de dollars) : 90% des familles de réfugiés vivent sous le seuil de pauvreté, soit 780.000 personnes. Même le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est ému de la situation ; il a

noté « en particulier les nouveaux chiffres publiés par la Banque mondiale qui montrent que, le mois dernier (juin 2007) seulement, 3.190 commerces ont fermé, poussant plus de 65.000 personnes au chômage. » Il a prévenu que « Si on laisse s'écrouler ce qui reste de l'économie de Gaza, la pauvreté, qui touche déjà les deux tiers des ménages, s'accroîtra davantage et la population de Gaza deviendra pratiquement totalement dépendante de l'assistance humanitaire. » Et de demander la réouverture de tous les points de passage. Sans aucun effet.

Blocus et pauvreté extrême. Blocus et catastrophe sanitaire aussi. D'après les statistiques du Centre palestinien des Droits de l'Homme, plus de 150 types de médicaments sont épuisés dans les hôpitaux et les cliniques. La majorité de ces médicaments sont essentiels pour soigner les maladies chroniques. Le centre note que 20 groupes de médicaments manquent dans toutes les pharmacies privées de Gaza, ce qui affecte sérieusement l'état de santé de milliers de personnes. Il y a deux semaines, des centaines de malades dialysés ont envoyé une lettre déchirante au Président palestinien Mahmoud Abbas et à son Premier ministre déchu Ismail Haniyeh, leur demandant de leur fournir le traitement dont dépend leur vie. De toute manière, de moins en moins de gens ont les moyens de se payer le médecin et les médicaments.

Tant de drames personnels

Derrière ces chiffres, il y a des visages, des drames personnels, une réalité que peu imaginent. La *Coordination des femmes citoyennes du monde* a décidé d'aider concrètement des familles dans le besoin. Elle ne parraine pas moins de 1200 familles à Jénine, 230 familles dans la Bande de Gaza et 320 scolarités d'enfants à Naplouse. Pour éviter les choix partisans, elle s'est adressée sur Gaza à des personnes dignes de confiance qui distribuent l'argent, réévaluent la situation des familles et proposent d'autres noms. Par ailleurs, des membres de la coordination téléphonent régulièrement aux bénéficiaires pour leur apporter un soutien moral. Nabila est l'une de ces personnes qui, sur place, va porter l'aide envoyée par la coordination. Son témoignage en dit long.

« Cette fois-ci, j'ai vécu trois histoires qui m'ont profondément touchée... La première lorsque j'ai donné les 100\$ à une femme qui a cinq enfants et dont le mari ne travaille pas. Je l'ai appelée et elle m'a remercié pour la première somme et puis je lui ai dit " wlad ihlala iftakarouki tani" (les gens charitables ont de nouveau pensé à toi) En une seconde, les larmes. J'ai vu un espoir dans ses grands yeux ... et elle est partie sans rien dire. Je l'ai rappelée et elle est revenue. Puis elle a pris son argent et, sans me dire un mot ou bien me jeter un regard, elle est partie. Je suis sûre qu'elle ne savait pas quoi dire ou bien comment vous remercier. La deuxième histoire s'est passée lorsque j'étais au supermarché. J'ai entendu le propriétaire demander à un homme de prendre tout ce qu'il voulait sans payer tout de suite. Lorsque l'homme est sorti, le propriétaire a expliqué à son copain que c'était un homme qui n'avait rien et qu'il lui devait plus 1500 shekels. Je lui ai demandé de me donner sa carte d'identité pour être sûre. Et puis je lui ai dit de me téléphoner dès que cet homme repasserait. Le lendemain, en fin de journée, l'homme est arrivé et, moi, je suis descendue avec les 100 \$. Je lui ai dit que cette somme-là venait de Belgique de la part de femmes marocaines. Sa réaction ? "Tu sais, je ne vais penser à rien. Ma femme avait envie d'aller à la plage depuis longtemps et je n'avais pas d'argent pour lui acheter quelque chose à y emmener. Je vais lui acheter des biscuits et du jus et je vais la prendre demain. In Salah. » J'ai senti son cœur sauter de la joie.

Finalement, ma dernière histoire s'est passée avec un jeune homme de 24 ans, le jour de son mariage. Je passais pour chercher une femme et lui donner 100\$ et je l'ai trouvée qui pleurait. Je lui ai demandé pourquoi elle pleurait et elle m'a dit que le marié n'avait rien à porter et qu'il n'avait pas d'argent pour payer la sono. Alors, il n'avait pas de musique. J'ai donc appelé le marié et je lui ai dit « Un groupe des femmes de Belgique te disent "alf mabrouk" » en lui donnant l'argent. Il a insisté pour que j'assiste à la fête et je suis restée avec eux. Il était si heureux. Avant mon départ, il m'a demandé de vous dire un mot ... "min ghirkum kont mosh rah afrah" (Sans vous, je n'aurais jamais été heureux) ... »